

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 61

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

59^a Sessione plenaria
(Parigi, 30 novembre-2 dicembre 2010)

Raccomandazione n. 868 ⁽¹⁾

Sul concetto strategico della NATO e l'evoluzione della NATO ⁽²⁾

Trasmessa il 28 gennaio 2011

L'ASSEMBLÉE,

(i) Rappelant sa Recommandation n. 774 sur la coopération dans le domaine opérationnel entre l'UE et l'OTAN, où était souligné « le caractère indivisible de la défense européenne »;

⁽¹⁾ Adoptée par l'Assemblée le 2 décembre 2010, au cours de sa 4^{ème} séance plénière.

⁽²⁾ Exposé des motifs; voir rapport présenté au nom de la Commission de défense par Lord Dundee (Royaume-Uni, Groupe fédéré) et M. René Rouquet (France, Groupe socialiste), rapporteurs, Document 2085.

(ii) Reconnaissant la contribution stratégique de l'OTAN à la défense de l'Europe occidentale pendant la guerre froide et à la sécurité de l'Europe réunifiée à la fin du XX^e siècle, notamment en mettant définitivement fin aux crises et conflits dans l'ex-Yougoslavie;

(iii) Soulignant la contribution majeure de l'OTAN aux efforts de la communauté internationale pour la sécurité, la reconstruction et le développement de la République islamique d'Afghanistan;

(iv) Soulignant que l'élargissement de l'OTAN à de nouveaux membres européens, le développement de partenariats et de liens de coopération avec d'autres Etats européens, tels que la Russie et l'Ukraine, et de rapports avec de possibles partenaires, notamment dans le sud de la Méditerranée et en Asie centrale, contribuent à la sécurité de l'Europe et à la sécurité internationale;

(v) Soulignant l'importance de l'OTAN, en tant que représentation du lien stratégique entre les Etats européens membres et les Etats-Unis et le Canada, dans une communauté euro-atlantique de valeurs partagées, ouverte à d'autres Etats ayant en commun les mêmes principes et objectifs de démocratie, développement, paix et sécurité;

(vi) Considérant l'opportunité pour l'OTAN d'adopter un nouveau Concept stratégique pour s'adapter aux défis de la prochaine décennie, à partir de l'expérience acquise et des enseignements tirés depuis la fin de la guerre froide;

(vii) Considérant que si l'OTAN est encore le premier garant de la défense collective des Etats membres, la défense européenne est aujourd'hui incarnée aussi bien par l'OTAN que par l'Union européenne, à travers la politique de sécurité et défense commune (PSDC);

(viii) Rappelant que les capacités militaires de l'OTAN et celles de l'Union européenne sont constituées exclusivement de moyens nationaux, mis à la disposition des deux organisations pour l'exécution de leurs missions;

(ix) Considérant que l'efficacité et le succès des missions de l'OTAN et de l'UE dépendent des capacités de défense des Etats européens membres des deux organisations, avec les Etats-Unis et le Canada;

(x) Considérant que les efforts en cours à l'OTAN et à l'UE en matière de capacités de projection de forces et de réaction

rapide, notamment avec la Force de réaction de l'OTAN et le concept de « Groupements tactiques 1500 » de l'UE, sont complémentaires et qu'il est, dès lors, important de collaborer dans ce domaine;

(xi) Considérant de ce fait que l'OTAN et l'UE doivent coopérer étroitement en matière de développement des capacités militaires afin d'éviter des divergences, des divisions et la dispersion des efforts ainsi que des duplications de missions, coûteuses pour les Etats membres et les empêchant d'atteindre leur efficacité optimale potentielle;

(xii) Considérant que des questions politiques collatérales bloquent la coopération entre les deux organisations et qu'il importe de trouver dans les meilleurs délais une solution à ces différends par des négociations et des compromis afin d'accroître la cohérence et la cohésion politique et opérationnelle de l'OTAN et de l'UE;

(xiii) Considérant que la relation de sécurité et de défense entre l'UE et l'OTAN est suffisamment développée et mature pour aller au-delà des Accords « Berlin plus » et que les deux organisations sont en mesure de se soutenir l'une l'autre en ayant recours à des capacités civiles et militaires complémentaires;

(xiv) Considérant que le débat transatlantique sur le maintien d'une capacité nucléaire tactique des Etats-Unis en Europe et l'extension du programme de défense antimissile des Etats-Unis au territoire des Etats membres, en liaison avec des systèmes nationaux, concerne aussi l'Union européenne dans son ensemble;

(xv) Demandant l'ajout de ces questions à l'ordre du jour du dialogue OTAN – UE, au-delà des échanges sur les opérations et les capacités, de manière à élever le niveau du dialogue politique entre les deux organisations, composées dans leur majorité par les mêmes Etats européens;

(xvi) Considérant qu'à terme, l'Union européenne, les Etats-Unis et le Canada, partenaires stratégiques au sein de la communauté euro-atlantique, doivent développer leur dialogue stratégique en y incluant un volet de sécurité et défense;

(xvii) Constatant que dans le contexte actuel de restructuration des budgets des Etats membres et de rationalisation des capacités de défense nationales, la coordination, la coopération et la specialization sont des voies à suivre, en tenant compte des spécificités nationales, pour renforcer à la fois les capacités d'action et d'intervention militaire de l'OTAN et de l'UE,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE, EN TANT QUE MEMBRES DE L'OTAN ET DE L'UNION EUROPÉENNE, À

1. Respecter et réaliser les engagements souscrits dans le nouveau Concept stratégique de l'OTAN pour la prochaine décennie;

2. Maintenir l'effort d'adaptation et de modernisation des forces armées pour répondre aux missions de l'OTAN et de l'UE, de la défense collective à la gestion militaire des crises de différentes intensités;

3. Elever le niveau du débat politique et militaire entre l'OTAN et l'UE en y in-

cluant des questions stratégiques majeures telles que les armes nucléaires en Europe et la défense antimissile des territoires des Etats membres;

4. Maintenir l'engagement en Afghanistan jusqu'à ce que l'Etat afghan soit en mesure d'assurer le contrôle et la sécurité du territoire national avec une assistance réduite de l'OTAN et des autres Etats concernés;

5. Veiller à intensifier la coordination et la coopération entre Etats membres et au sein de l'OTAN et de l'UE en matière d'adaptation et de modernisation des capacités militaires nationales dont dépend l'efficacité de ces organisations;

6. Coopérer, en matière d'utilisation de capacités civiles de l'UE pour les missions de l'OTAN et de capacités militaires pour les missions de l'UE, dans le respect de leurs chaînes de contrôle politique et de commandement opérationnel respectives;

7. Résoudre les divergences politiques entre les Etats membres de l'UE et de l'OTAN qui font obstacle à la pleine coopération et à l'interdépendance naturelle des deux organisations et sont une source de tensions et de divisions risquant de conduire à la formation de blocs et de groupes d'Etats en leur sein;

8. Promouvoir un dialogue stratégique entre l'UE et les Etats-Unis qui inclut des questions de sécurité et de défense.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 868 ⁽¹⁾Sul concetto strategico della NATO e l'evoluzione della NATO ⁽²⁾

L'ASSEMBLEA,

(i) Ricordando la Raccomandazione 774 sulla cooperazione in campo operativo tra l'UE e la NATO, che ha messo in risalto « l'indivisibilità della difesa europea »;

(ii) Riconoscendo il contributo strategico della NATO alla difesa dell'Europa occidentale durante la guerra fredda e alla sicurezza dell'Europa riunita alla fine del XX secolo, in particolare quando ha posto definitivamente termine alle crisi e ai conflitti della ex Jugoslavia;

(iii) Sottolineando il fondamentale contributo della NATO agli sforzi della comunità internazionale a favore della sicurezza, della ricostruzione e dello sviluppo nella Repubblica islamica dell'Afghanistan;

(iv) Sottolineando che l'ampliamento della NATO ad includere nuovi Stati membri europei, il suo sviluppare alleanze e cooperazioni con altri Paesi europei come la Russia e l'Ucraina e i suoi rapporti con possibili partner, in particolare nel Mediterraneo meridionale e in Asia centrale, contribuiscono tutti alla sicurezza in Europa e a livello internazionale;

⁽¹⁾ Adottata dall'Assemblea il 2 dicembre 2010 nel corso della sua quarta seduta.

⁽²⁾ Memorandum esplicativo: vedasi la relazione presentata a nome della Commissione Difesa da Lord Alexander Scrymgeour, Conte di Dundee (Regno Unito, Gruppo federato) e dall'On. René Rouquet (Francia, Gruppo socialista), Relatori, Doc. 2085.

(v) Sottolineando l'importanza della NATO nel dar corpo al legame strategico tra gli Stati membri europei da una parte e gli Stati Uniti e il Canada dall'altra, in una comunità euro-atlantica di valori comuni, aperta ad altri Stati che aderiscano agli stessi principi e agli stessi obiettivi di democrazia, sviluppo, pace e sicurezza;

(vi) Considerando che per la NATO è il momento di adottare un nuovo Concetto strategico per adeguarsi alle sfide poste dal nuovo decennio, attingendo alla propria esperienza e agli insegnamenti acquisiti dopo la fine della guerra fredda;

(vii) Considerando che, pur rimanendo la NATO il principale garante della difesa collettiva dei suoi membri, la difesa europea prende corpo attualmente non solo attraverso la NATO ma anche attraverso l'Unione europea, tramite la Politica di sicurezza e difesa comune (PSDC);

(viii) Ricordando che tanto le capacità militari della NATO quanto quelle dell'Unione europea sono costituite esclusivamente da risorse nazionali messe a disposizione delle due organizzazioni per condurre le loro missioni;

(ix) Considerando che l'efficacia e il successo delle missioni della NATO e dell'UE dipendono dalle capacità di difesa degli Stati europei membri di entrambe le organizzazioni, oltre a quelle di Stati Uniti e Canada;

(x) Considerando che gli sforzi compiuti all'interno della NATO e dell'UE nel campo della proiezione di forza e della capacità di reazione rapida, con particolare riferimento alla Forza di reazione della NATO e ai Battaglioni europei (*Battlegroups 1500*), sono complementari, ed è quindi importante la cooperazione in tale ambito;

(xi) Considerando quindi che la NATO e l'UE devono adoperarsi di concerto allo sviluppo delle capacità militari in modo da evitare le divergenze, le divisioni e la dispersività degli sforzi come pure la duplicazione delle missioni, onerosa per gli Stati membri e che impedisce loro di essere tanto efficaci quanto potrebbero;

(xii) Considerando che questioni politiche collaterali stanno bloccando la cooperazione tra le due organizzazioni e che è importante risolvere tali dissidi il prima possibile mediante la trattativa e il compromesso, in modo da rafforzare la coesione politica ed operativa sia della NATO che dell'UE;

(xiii) Considerando che la relazione tra UE e NATO nell'ambito della sicurezza e della difesa è ben sviluppata e sufficientemente matura per andare oltre gli accordi « Berlin plus », e che le due organizzazioni sono in grado di sostenersi a vicenda facendo ricorso a capacità civili e militari complementari;

(xiv) Considerando che il dibattito transatlantico sul mantenimento di una capacità nucleare tattica statunitense in Europa e sull'estensione del programma di difesa missilistica americano al territorio dei singoli Stati membri, in abbinamento con i sistemi nazionali, riguarda anche l'Unione europea nel suo insieme;

(xv) Richiedendo l'inclusione di questi temi nell'agenda del dialogo NATO-UE, al di là degli scambi nel campo operativo e delle capacità, in modo da innalzare il livello del dialogo politico tra le due or-

ganizzazioni, costituite in larga parte dagli stessi Stati membri europei;

(xvi) Considerando che a lungo termine l'Unione europea, gli Stati Uniti e il Canada, quali partner strategici nell'ambito della comunità euro-atlantica, dovranno sviluppare il loro dialogo strategico conferendogli una dimensione di sicurezza e difesa;

(xvii) Constatando che nell'attuale contesto di riassetto dei bilanci e razionalizzazione delle capacità di difesa degli Stati membri, il coordinamento, la cooperazione e la specializzazione sono le strade da seguire, tenendo conto delle specificità nazionali, per rafforzare la capacità di azione e d'intervento militare tanto della NATO che dell'UE,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO D'INVITARE I PAESI DELL'UEO, IN QUANTO MEMBRI DELLA NATO E DELL'UE, A:

1. Rispettare e adempiere gli impegni enunciati nel nuovo Concetto strategico della NATO per il prossimo decennio;

2. Portare avanti lo sforzo di adeguamento e modernizzazione delle proprie forze armate, in modo da rispondere alle esigenze delle missioni NATO e UE, dalla difesa collettiva alla gestione militare di crisi dai vari gradi di intensità;

3. Innalzare il livello del dibattito politico e militare tra NATO ed UE, includendovi le principali questioni strategiche quali le armi nucleari in Europa e la difesa missilistica territoriale degli Stati membri;

4. Mantenere l'impegno assunto in Afghanistan fino a quando il governo afgano non sarà in grado di assicurare il controllo del territorio nazionale e la sua sicurezza con un'assistenza ridotta da parte della NATO e degli altri Stati interessati;

5. Rafforzare il coordinamento e la cooperazione tra gli Stati membri e all'interno della NATO e dell'UE sul terreno dell'adeguamento e della modernizzazione delle capacità militari nazionali da cui entrambe le organizzazioni dipendono per la propria efficacia;

6. Cooperare nell'utilizzo delle capacità civili dell'UE per le missioni NATO e delle capacità militari NATO per le missioni UE, rispettando al tempo stesso le strutture di controllo politico e le catene di comando operative di entrambe le organizzazioni;

7. Risolvere le divergenze politiche tra gli Stati membri dell'UE e della NATO che sono di ostacolo alla piena cooperazione e alla naturale interdipendenza tra le due organizzazioni e che creano tensioni e divisioni, con il rischio di costituzione di blocchi o gruppi di Stati al loro interno;

8. Promuovere, tra l'Unione europea e gli Stati Uniti, un dialogo strategico che includa anche i temi della sicurezza e della difesa.